



# NPA

NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

# APRES LE PASSAGE EN FORCE À L'ASSEMBLÉE, IMPOSONS AU GOUVERNEMENT LA CENSURE DE LA RUE !

BULLETIN NPA ALCOA ST COSME

18 MAI 2016

Alors que l'immense majorité de la population est opposée à la Loi El Khomri, Hollande et Valls ont décidé de passer en force, en recourant à l'article 49-3 de la Constitution, pour faire adopter la loi travail sans vote. Eux qui étaient farouchement opposés à l'utilisation de cet article à l'époque où ils étaient dans l'opposition, dénoncée par Hollande comme « *une brutalité* » et « *un déni de démocratie* », ils s'arrogent le droit d'y recourir sous prétexte qu'ils sauraient mieux que nous ce qui est bon et juste !

Quant à la plupart des députés « frondeurs » et écologistes, ils ont choisi de laisser passer le texte plutôt que de voter la motion de censure et la démission du gouvernement, sous prétexte de ne pas mêler leurs voix à celles de la droite. Ils n'ont pourtant pas eu les mêmes états d'âme en mêlant leurs voix à celles de la droite pour prolonger l'état d'urgence jusqu'en juillet !

## Nous pouvons gagner !

Parce que le texte est loin d'être définitivement adopté. Il doit maintenant être examiné par le Sénat, où la droite va jouer la surenchère, avant de revenir devant l'Assemblée.

Hollande a beau fanfaronner sur Europe 1 en affirmant que « *cette loi, elle va passer, je ne céderai pas* », nous pouvons encore gagner. Il y a 10 ans, en 2006, le gouvernement De Villepin avait retiré le Contrat Première Embauche (CPE) alors que le projet avait été définitivement adopté et après avoir utilisé le 49-3.

Tout va dépendre du niveau de la mobilisation, du nombre de salariés et de jeunes qui vont encore descendre dans la rue et faire grève pour durcir le mouvement.

## Sans aucune hésitation : dégageons le gouvernement et sa loi.

Il utilise la violence policière pour intimider, diviser et réprimer les manifestants. Il criminalise les opposants en les poursuivant et les condamnant à de lourdes peines. Il prétend interdire à certains le droit de manifester en s'appuyant sur l'État d'urgence, soi-disant instauré pour combattre le terrorisme, alors qu'il n'a rien de précis à leur reprocher.

Ce gouvernement n'est plus légitime, ni pour la population, ni même dans sa propre majorité. Il doit dégager par tous les moyens nécessaires !

L'enjeu des jours prochains est clair : renvoyer comme un boomerang à Hollande et Valls leur acharnement à passer en force en utilisant à la fois les mécanismes antidémocratiques de la Vème République et la violence policière.

Dans la foulée de l'État d'urgence, ils pensaient pouvoir tout se permettre. Ça ne passe pas. Le gouvernement n'a jamais été aussi faible et discrédité, le PS est en crise profonde. Cela offre au mouvement social la possibilité de gagner, d'arracher ce dont il a le plus besoin : une victoire, enfin !

## L'épreuve de force, c'est maintenant !

Pour toutes celles et ceux qui refusent la « loi travail » – salariés du public et du privé, chômeurs, précaires, lycéens et étudiants – c'est le moment d'y aller toutes et tous ensemble.

On sait que les grèves de 24 heures, espacées dans le temps, comme l'ont proposé jusqu'à présent les directions syndicales, ne suffiront pas à faire reculer le gouvernement.

Après la journée de grèves et de manifestations du mardi 17 mai, l'entrée en grève des cheminots, les appels à la grève reconductible dans plusieurs secteurs, seuls moyens pour taper le patronat au tiroir-caisse et accentuer la pression sur le gouvernement, la journée de grève appelée le jeudi 19 mai par l'intersyndicale doit être l'occasion de faire monter d'un cran la mobilisation, en se donnant l'objectif de parvenir à bloquer l'activité économique du pays.

Ce qui est bien à l'ordre du jour, c'est la construction d'un mouvement d'ensemble, une grève générale pour en finir avec la loi El Khomri, ce gouvernement et leur monde.



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

[www.npa-auto-critique.org](http://www.npa-auto-critique.org)

Avec tracts, actus, infos, le site est essentiel à l'échange d'informations sur l'actualité des luttes dans notre secteur



## AVEC LE RACHAT DE MITSUBISHI, UNE NOUVELLE MARQUE DANS LE PORTEFEUILLE DE CARLOS

Carlos Ghosn est un champion de monopoly industriel et financier. Nissan dont il est le PDG annonce qu'il va prendre le contrôle de l'entreprise automobile japonaise Mitsubishi. L'ensemble multimarques Nissan, Renault, Autovaz et Mitsubishi représente 9,52 millions de voitures au touche touche dans le classement des grands groupes automobiles mondialisés avec Toyota, VAG et General Motors.

L'égo et le portefeuille de Ghosn et quelques grands directeurs en sortent peut être regonflés mais on n'en a rien à battre de leur couse au top machin chose.

## LES INDEMNITES CHOMAGE BIENTOT A LA BAISSÉ.

L'objectif des discussions actuelles entre syndicats et MEDEF est connu : réaliser 1,6 milliard d'économies comme le gouvernement s'y est déjà engagé. La négociation UNEDIC est d'emblée pipée.

Il y a trois façon de faire des économies pour l'assurance chômage : diminuer le nombre des chômeurs par la création d'emplois, augmenter les cotisations patronales ou bien baisser les allocations en montant et en durée d'indemnisation. Gouvernement et MEDF excluent les deux premières solutions. Il ne reste pour eux que les atteintes aux droits des sans emploi.

C'est avec la loi EL Khomeri la même politique de précarisation de l'emploi et nouveaux privilèges accordés aux patronat. Le MEDEF fait monter les enchères en menaçant de ne plus participer aux négociations car il a obtenu l'essentiel du gouvernement sur les économies à réaliser Les syndicats opposés à la loi El Khomeri n'ont rien à faire dans ces négociations truquées. Entre tractations de couloir et mobilisation pour le tous ensemble, il faut choisir !

## FRAUDE FISCALE : FAIRE SAUTER LE VERROU !

Depuis plus de 15 ans, une majorité d'États ne cesse de multiplier les déclarations de principe contre la fraude et l'évasion fiscale. Mais la succession des « affaires » – Luxleaks, HSBC, Cahuzac, Bettencourt ou plus récemment les Panama Papers – montre qu'il n'en est rien.

Bercy adore mettre en avant ses prétendues victoires contre les fraudeurs... et dans le même temps continue à supprimer massivement des emplois aux Finances publiques (35 000 depuis 2002), en particulier dans les Missions de contrôle.

Dans de telles conditions, le « risque » des 500 plus grandes fortunes françaises de se faire contrôler est minime. Ainsi, le rapport de la Cour des comptes de février 2012 révélait que la probabilité est de 2,3 %, ce qui correspond à un contrôle tous les 40 ans ...

La fraude fiscale des plus riches a donc de beaux jours devant elle ... si nous les laissons faire !

## SURTAXATION DES CDD : HOLLANDE ET VALLS MARCHENT SUR DES ŒUFS

Le projet de loi « Travail » offre aux employeurs de nouvelles facilités de licenciement. C'est contre cette précarisation supplémentaire de l'emploi que s'est exprimée dans la rue la colère de la jeunesse. Pour tenter de la désamorcer Valls leur a promis en particulier une « surtaxation » des CDD, qui devrait dissuader les patrons d'embaucher en CDD, au profit des CDI.

Problème : cette mesure, déjà appliquée depuis 2013, n'empêche pas que 83% des nouvelles embauches le soient encore en CDD. De son côté, le patronat dans son

ensemble monte au créneau contre cette idée et fait monter la pression sur ce sujet contre le gouvernement.

Interrogé à son tour sur le sujet lors de son passage à la télé le 14 avril, Hollande a répondu : « il n'y aura rien de plus que la prolongation de ce qui existe aujourd'hui ». Valls cherche à amadouer les jeunes, Hollande veut rassurer les patrons. Qui croire ?

Raison de plus de continuer la mobilisation pour le «Retrait pur et simple de la loi Travail ».

## POUR LES JEUNES, UN NOUVEAU MAI 68 EST POSSIBLE

Un récent sondage révèle que près de 7 jeunes sur 10 estiment qu'un mouvement comme Mai 68 peut se produire à court terme en France. Et 78 % des jeunes interrogés déclarent être prêts à participer à des manifestations.

Des chiffres en décalage avec les habituels discours sur le désintérêt des jeunes pour la politique. Cela traduit une attirance pour l'action politique collective plus que pour les affaires politiciennes. Et ils ont bien raison : si les choses changent ce sera bien par un nouveau Mai 68.

## LES CASSEURS DES MANIFESTANTS

Quand une matraque se lève, c'est toujours contre ceux qui se révoltent, jamais contre ceux qui les oppriment. À Paris, Rennes, Nantes, Grenoble, Strasbourg, Toulouse ... les violences policières contre les manifestants se multiplient. Par ses charges contre les manifestations intersyndicales et étudiantes, les gazages, matraquages et arrestations systématiques, la police multiplie les provocations.

Relayé par les médias, Valls couvre cette répression sous prétexte de la présence de « casseurs ». Certains de ces casseurs cagoulés sont même parfois protégés par la police, quand ce ne sont pas des policiers déguisés en casseurs comme le démontrent plusieurs images et témoignages. La manifestation de flics du 18 mai n'est qu'un écran de fumée. Répression et désinformation : les seules armes d'un gouvernement en difficulté pour tenter de casser le mouvement contre la loi travail.

## LE PARLEMENT EUROPEEN A LA BOTTE DES MULTINATIONALES. LE FRONT NATIONAL AUSSI

A entendre les discours de ses dirigeants, le Front National serait le parti qui défend les petits contre les puissants, les PME contre les multinationales du capitalisme « mondialisé ». Mais c'est au pied du mur qu'on voit le maçon. Le Parlement européen vient de voter à une majorité très forte une directive sur le secret des affaires qui comble les vœux des multinationales (cf ci-dessus).

Tous les députés du front National présents dans l'hémicycle au moment du vote ont voté pour cette directive. Un vote au service du grand capital, en compagnie des députés de droite et du PS.

Un vote pour une directive qui va ensuite s'appliquer dans l'ensemble des pays européens. Alors même que les dirigeants du Front National ne cessent de rendre l'Europe responsable de tous nos maux. Leur vote sur le secret des affaires en dit long sur l'arnaque du discours officiel.



Si nos idées t'intéressent, n'hésite pas à nous contacter : [npa.perche@gmail.com](mailto:npa.perche@gmail.com)  
Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 82 44 28 63